



KINGDOM OF BELGIUM

Intervention at

Ambassadorial-level Meeting of the PBC Burundi Configuration

New York, 02/11/2021

KINGDOM OF BELGIUM

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs,

Il y a un an, la Belgique, avec les autres États membres du Conseil de sécurité, a plaidé pour que le Burundi soit retiré de l'ordre du jour du Conseil de sécurité. Depuis lors, nos relations bilatérales se sont renforcées grâce à des visites de haut niveau et de nouveaux progrès réalisés dans le cadre du dialogue européen avec le Burundi.

Je tiens à saluer expressément la présence des jeunes entrepreneurs dans le panel des briefers aujourd'hui. Votre voix compte.

Je voudrais souligner **quatre points**.

Premièrement, il y a un vent de coopération qui souffle dans la région des Grands Lacs. La normalisation des relations bilatérales progresse entre le Burundi, le Rwanda, la RDC et l'Ouganda.

La coopération s'approfondit également au niveau multilatéral et nous saluons les organisations régionales ainsi que le travail de l'Envoyé Spécial pour les Grands Lacs des Nations Unies.

Dans ce cadre, la Belgique attend avec intérêt le sommet du 'Mécanisme régional de suivi', à Kinshasa le 8 décembre. Ce sommet offre l'occasion aux

pays de la région, de passer en revue les progrès dans le cadre de la mise en œuvre des engagements et de jeter les lignes de la coopération future.

Madame président, let me come to my **second point**.

The illicit exploitation and trade in natural resources has long been identified as one of the core causes of instability in the Great Lakes region. Minerals also have a huge potential to drive sustainable and inclusive economic growth, reduce poverty and help the countries of the Great Lakes region to achieve the goals of the 2030 agenda for sustainable development.

International regulations, standards and initiatives such as the Extractive Industries Transparency Initiative to name just one, are important to ensure that resources are a sustainable driver for domestic revenue mobilization.

Belgium takes note of the recommendations of the High-Level Workshop on Natural Resources in Khartoum in September and particularly hopes they will contribute to an even stronger ownership and political support, at national and regional level. We look forward to the formal adoption of these recommendations by the Heads of State and Government at a future summit of the ICGLR.

J'en viens à mon **troisième point**.

La discussion d'aujourd'hui et les derniers développements sur le terrain démontrent que le Burundi continue de progresser sur certains fronts.

Nous avons pris bonne note du fait que la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme du Burundi (CNIDH) ait récemment obtenu sa ré-accréditation sous le statut A. De même, la Belgique prend également note de la libération de quatre journalistes de l'hebdomadaire Iwacu ainsi que les défenseurs burundais des droits humains Germain Rukuki et Nestor Nibitanga.

Même si nous nous réjouissons sincèrement des progrès récemment réalisés, nous estimons qu'il reste beaucoup de travail à faire. Il est indispensable de mettre fin aux violations des droits humains, en particulier la pratique des détentions arbitraires et des disparitions forcées.

Je voudrais terminer sur un quatrième point.

Les jeunes Burundais ont besoin d'emplois et de générer leurs propres revenus.

La Belgique coopère, depuis plus de 50 ans, avec le Burundi. **L'éducation est un des trois secteurs de coopération au Burundi.** La Belgique y attache une attention particulière aux jeunes, et aux femmes.

Permettez-moi de donner un exemple concret de notre engagement dans ce domaine. Depuis 2014, la Belgique a financé à hauteur de 11 million d'euros un projet d'appui à la 'Consolidation de la Formation Professionnelle et Technique' à travers 13 centres de formation, au profit de 2300 apprenants par an. Par ce programme la Belgique offre chaque année aux nombreux et nombreuses jeunes burundais(es) qui échouent à l'examen national la perspective d'un avenir plus digne. Ces formations professionnelles et techniques offrent un futur alternatif et meilleur à de milliers de jeunes

burundais(es) et contribuent à éviter le cercle vicieux de la pauvreté et de la criminalité.

Le ministre belge de la coopération travaille actuellement à un nouveau programme de transition avec le Burundi ce qui doit démontrer notre souhait de privilégier l'aide directement vers la population Burundaise.

Madame la Présidente,

Je tiens à saluer les jeunes entrepreneurs Burundais dans le panel, et je leur souhaite plein succès. Nous tiendrons compte de vos commentaires pour voir comment nous pouvons soutenir d'avantage les jeunes Burundais dans le futur.

Je vous remercie de votre attention,